



Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du droit de l'environnement
n° 2012144-0001

ARRÊTÉ
prescrivant l'ouverture d'une enquête publique
sur la demande présentée par la SAS GASCOGNE MATERIAUX (GAMA)
en vue d'être autorisée à ouvrir une carrière de matériaux alluvionnaires et implanter des installations
de premier traitement des matériaux ainsi qu'une centrale à béton et une centrale d'enrobage à froid
sur les communes de Saint-Germé et Saint-Mont

Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier le livre V - titre 1er - relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le Livre II - titre 1er - relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- VU** le Code de l'Environnement, Livre V - titre IV - relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** les articles L. 123-1 à L. 123-16 du Code de l'Environnement relatifs aux enquêtes publiques des opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- VU** le décret 2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue aux articles L 122-1 et L 122-7 du code de l'environnement ;
- VU** la demande formulée le 7 juin 2011 par la SAS GASCOGNE MATERIAUX en vue d'être autorisée à ouvrir une carrière de matériaux alluvionnaires et implanter des installations de premier traitement des matériaux ainsi qu'une centrale à béton et une centrale d'enrobage à froid sur les communes de Saint-Germé et Saint-Mont ;
- VU** le dossier constitué conformément au code de l'environnement et comportant notamment une étude d'impact ;
- VU** l'avis de recevabilité du dossier rendu le 18 avril 2012 par l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- VU** la décision en date du 27 avril 2012 du Président du Tribunal Administratif de Pau, désignant M. Pierre COSTEDOAT LAMARQUE en qualité de commissaire-enquêteur en vue de conduire l'enquête publique sur la demande susvisée ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une installation soumise à autorisation préfectorale, répertoriée sous les n° 2510-1 (A) 2515-1 (A) 2517-1 (A) 2521-2a (A) 2518 (D) 1520 (D) 1435 (DC) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} - Une enquête publique d'une durée d'un mois, commençant à courir le **12 juin 2012** et prenant fin le **12 juillet 2012**, est ouverte dans les communes de SAINT GERME et SAINT MONT sur la demande présentée par la SAS GASCOGNE MATERIAUX (GAMA) pour ouvrir une carrière de matériaux alluvionnaires et implanter des installations de premier traitement des matériaux ainsi qu'une centrale à béton et une centrale d'enrobage à froid sur les communes de Saint-Germé et Saint-Mont.

Le dossier présenté à l'appui de cette demande comporte notamment une étude d'impact et une étude des dangers consultables sur le site www.gers.pref.gouv.fr

Toute information relative à cette demande peut être sollicitée auprès de la personne responsable du projet, ou à la Préfecture du Gers, bureau du droit de l'environnement.

Article 2 - Pendant la durée de cette enquête du 12 juin au 12 juillet 2012, le dossier relatif à la demande suscitée comportant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale est déposé aux mairies de SAINT GERME et SAINT MONT et tenu à la disposition du public qui peut en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, et y adresser toute correspondance relative à l'enquête.

Article 3 - Monsieur Pierre COSTEDOAT LAMARQUE, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le président du tribunal administratif de Pau, assure une permanence aux mairies de SAINT GERME et SAINT MONT les :

- 12 juin 2012	à SAINT-GERMÉ	de 09 heures 00 à 12 heures 00
- 19 juin 2012	à SAINT-MONT	de 14 heures 00 à 17 heures 00
- 25 juin 2012	à SAINT-GERMÉ	de 14 heures 30 à 17 heures 30
- 02 juillet 2012	à SAINT-GERMÉ	de 14 heures 30 à 17 heures 30
- 12 juillet 2012	à SAINT-GERMÉ	de 09 heures 00 à 12 heures 00

pour recevoir les déclarations ou réclamations des tiers intéressés sur la demande susvisée.

Article 4 - A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête à feuillets non mobiles est clos et signé par le commissaire enquêteur.

Article 5 - Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoque dans les huit jours le demandeur et lui communique sur place les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal en l'invitant à produire, dans un délai de douze jours, un mémoire en réponse.

Article 6 - Le commissaire enquêteur rédige, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et, d'autre part, dans un document séparé, formule ses conclusions motivées qui précisent si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation.

Dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour répondre, le commissaire enquêteur adresse le dossier au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la Préfecture du Gers, au bureau du droit de l'environnement et à la mairie

Article 7 - Un avis au public, publié en caractères apparents, est affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, aux frais du demandeur et par les soins du maire de SAINT-GERME, SAINT MONT, ARBLADE LE BAS, LELIN LAPUJOLLE, CAUMONT, TARSAC, RISCLE, LABARTHETE, CORNEILLAN, BERNEDE, GEE RIVIERE et BARCELONNE DU GERS, communes dont une partie du territoire est située dans un rayon de 3 kilomètres autour de l'installation projetée et/ou susceptible d'être concernée par les risques et inconvénients dont cet établissement peut être la source.

Ces affiches font apparaître :

- la nature de l'installation projetée,
- l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée,
- les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête,
- le nom du commissaire enquêteur, les jours et heures où il recevra les observations des tiers intéressés ainsi que les lieux où il pourra être pris connaissance du dossier.

Elles sont apposées :

- aux mairies de SAINT GERME et SAINT MONT
- aux mairies de ARBLADE LE BAS, LELIN LAPUJOLLE, CAUMONT, TARSAC, RISCLE, LABARTHETE, CORNEILLAN, BERNEDE, GEE RIVIERE et BARCELONNE DU GERS
- au voisinage de l'installation projetée,
- dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement attirée.

L'accomplissement de cette formalité doit être certifié par les maires des communes concernées ; ces attestations doivent être adressées à la préfecture, bureau du droit de l'environnement ou au commissaire enquêteur à la mairie.

En outre, l'enquête est annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par les soins de M. le Préfet du Gers et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux.

Article 8 - Les conseils municipaux de SAINT GERME, SAINT MONT, ARBLADE LE BAS, LELIN LAPUJOLLE, CAUMONT, TARSAC, RISCLE, LABARTHETE, CORNEILLAN, BERNEDE, GEE RIVIERE et BARCELONNE DU GERS sont appelés à émettre un avis sur cette demande dès l'ouverture de l'enquête. **Cependant ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés entre le 12 juin et le 27 juillet 2012**, soit dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 9 - L'indemnisation du commissaire enquêteur pour ses vacations et frais qu'il aura engagé, est à la charge du maître d'ouvrage. Le montant de l'indemnisation est fixé par le tribunal administratif de Pau.

Article 10 - Monsieur le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de MIRANDE, MM. les maires de SAINT GERME, SAINT MONT, ARBLADE LE BAS, LELIN LAPUJOLLE, CAUMONT, TARSAC, RISCLE, LABARTHETE, CORNEILLAN, BERNEDE, GEE RIVIERE et BARCELONNE DU GERS, M. Pierre COSTEDOAT LAMARQUE, commissaire enquêteur, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auch, le 23 MAI 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christian CHASSAING.